

Chapitre 6 : Le financement de l'entreprise en Algérie

Le financement des entreprises en Algérie revêt une importance capitale pour le développement économique, la création d'emplois et l'innovation, notamment pour les PME et les startups. Le contexte algérien est marqué par une forte intervention publique, des mécanismes spécifiques d'accompagnement, ainsi que des contraintes particulières liées à l'accès au crédit et au risque perçu par les banques.

1. Financement en fonds propres

- En Algérie, le financement en fonds propres reste un défi, notamment pour les jeunes entreprises et startups qui peinent à mobiliser des capitaux privés suffisants.
- Des structures comme l'**Algerian Startup Fund (ASF)**, créé par plusieurs banques publiques, interviennent en fonds propres ou quasi-fonds propres pour soutenir les startups à fort potentiel, prenant des participations minoritaires dans ces entreprises^{[1][2]}.
- Le recours aux business angels et au capital-risque est encore embryonnaire mais en développement, avec une volonté d'élargir ces mécanismes pour diversifier les sources de financement^{[3][1]}.

2. Financement par endettement bancaire

- Le crédit bancaire demeure la principale source de financement externe pour les entreprises algériennes, avec des prêts à court, moyen et long terme adaptés aux besoins d'exploitation et d'investissement^[2].
- Le gouvernement algérien soutient activement ce mode de financement via des dispositifs de bonification des taux d'intérêt, notamment pour les PME, les projets d'investissement dans certaines régions (Sud, zones prioritaires) et les secteurs stratégiques^{[4][5]}.
- Des mécanismes spécifiques comme le **financement triangulaire de l'ANSEJ** (Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes) combinent apport personnel, prêt non rémunéré et crédit bancaire, avec des taux d'intérêt pris en charge par le Trésor public et des durées de remboursement avantageuses^[4].
- En cas de difficultés, un dispositif de rééchelonnement de la dette bancaire des PME est mis en place, avec prise en charge des intérêts par l'État et annulation des agios, afin de préserver la continuité des entreprises en difficulté^[6].

3. Financements intermédiaires et dispositifs publics

- Plusieurs fonds publics et organismes jouent un rôle clé dans le financement des entreprises :
 - **Fonds National d'Investissement (FNI)** pour les projets structurants^[3].
 - **Caisse de garantie du crédit d'investissement** et **Fonds de garantie des crédits aux PME** qui complètent les garanties réelles exigées par les banques pour faciliter l'accès au crédit^[4].
 - Dispositifs d'aide à la création d'entreprises, notamment pour les jeunes, via l'ANSEJ, l'ANGEM (Agence Nationale de Gestion du Microcrédit) et la CNAC (Caisse Nationale d'Assurance Chômage)^[4].

- Le financement participatif (crowdfunding), récemment réglementé par la COSOB, commence à émerger comme une source alternative, notamment pour les startups et projets innovants, ouvrant la voie à un financement plus accessible et flexible^{[3][2]}.

4. Financement par les marchés financiers

- Le marché financier algérien est encore peu développé et peu accessible aux PME et startups.
- Les grandes entreprises peuvent accéder au financement par émission d'actions ou d'obligations, mais cette voie reste marginale pour la majorité des entreprises.
- Le développement du capital-investissement et des fonds spécialisés est encouragé pour pallier cette lacune et dynamiser le financement à moyen et long terme^{[4][1]}.

5. Contraintes et perspectives

- Les principales contraintes au financement des entreprises en Algérie sont :
 - Le manque de fonds propres suffisants, notamment pour les jeunes entreprises innovantes^[7].
 - Les garanties exigées par les banques qui freinent l'accès au crédit^{[3][8]}.
 - La préférence des banques pour les entreprises à faible risque, limitant le financement des PME innovantes ou à fort potentiel de croissance^[7].
- Pour y remédier, les autorités algériennes multiplient les mesures de soutien, la diversification des fonds d'investissement, et encouragent la participation du secteur privé dans le financement des startups et PME^[1].
- L'ouverture à des mécanismes innovants comme le crowdfunding, le leasing, et les financements hybrides contribue à enrichir l'écosystème financier algérien^{[3][2]}.

Conclusion

Le financement des entreprises en Algérie repose sur un équilibre entre fonds propres, endettement bancaire, dispositifs publics de soutien et émergence progressive de financements alternatifs. Le rôle de l'État est central, via des mécanismes de garantie, de bonification des taux et de soutien aux jeunes entrepreneurs. Malgré des contraintes liées à l'accès au crédit et au manque de fonds propres, des perspectives encourageantes existent avec le développement des fonds d'investissement, du capital-risque et du financement participatif. La diversification des sources de financement est essentielle pour accompagner la croissance, l'innovation et la pérennité des entreprises algériennes.

Cette approche contextualisée met en lumière les spécificités du financement des entreprises en Algérie, en s'appuyant sur les dispositifs publics, les acteurs financiers locaux et les défis actuels.